

Zeitschrift: Schweizer Kunst = Art suisse = Arte svizzera = Swiss art
Herausgeber: Visarte Schweiz
Band: - (1941)
Heft: 5

Artikel: Grundsätzliches zu unsern Gesellschaftsausstellungen
Autor: Hodler, Hermann
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-626402>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Caisse de compensation pour perte de gain.

Rapport sur l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 1941 à Berne.

Suivant décision de l'assemblée des délégués du 5 juillet 1941 à Soleure, et à l'instigation de K. Hugin, président central, des démarches furent entreprises auprès de notre jurisconsulte M. le Dr Jagmetti qui se mit en rapport avec l'office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, en vue d'obtenir pour les peintres et les sculpteurs, en cas de rattachement de ceux-ci aux caisses cantonales de compensation, une réduction à fr. 2.— de la contribution mensuelle.

L'office fédéral ne put toutefois acquiescer à cette requête mais il nous informait en même temps qu'une meilleure adaptation des contributions à la situation économique de l'artisanat (auquel se rattacheraient les peintres et les sculpteurs) était à l'étude.

Sur ce, fut publié le 9 octobre 1941 un nouvel arrêté du département fédéral de l'économie publique, suivant lequel la contribution peut être réduite en cas de ressources minimales, et même être remise complètement si des conditions particulières en rendent le paiement trop difficile.

Dans l'intervalle le comité central avait à nouveau étudié d'une manière très approfondie la création d'une caisse autonome de compensation ; il dut à l'unanimité décider d'y renoncer, vu les difficultés de toutes sortes qui en résulteraient pour la société, mais il décida de proposer le rattachement des peintres et des sculpteurs aux caisses cantonales de compensation.

Une assemblée générale extraordinaire fut convoquée à cet effet pour le 13 décembre 1941 à Berne, à laquelle prirent part 57 membres de la société. L'office fédéral y avait délégué M. P. Clottu qui répondit d'une manière aussi aimable que pertinente à diverses questions posées par des membres.

Le président renseigna l'assistance sur tout ce qui s'était passé depuis l'assemblée générale de Soleure et donna des indications précises sur les contributions des artistes à la caisse et les allocations qui leur seront accordées par celle-ci.

Dans la discussion qui s'engagea, le rattachement aux caisses cantonales fut chaudement et courageusement recommandé par Wurgler, Berne, Jacobi, Berne, et Ernest Suter, Bâle. Dans un sens critique, financier ou technique prirent entre autres la parole : Reist, Bracher, Teucher, Leo Steck. Intervinrent encore, soit pour demander des explications, exprimer des craintes ou donner des encouragements : Gimmi, Ritzmann, Walter, Bolens, Prochaska et Vibert.

Egli, président de la section de Saint-Gall, annonce que précisément les membres astreints au service militaire se sont, dans sa section, prononcés contre le rattachement, par crainte, semble-t-il, des nombreux questionnaires ou formules qui devront être remplis et aussi parce qu'ils sont satisfaits des allocations accordées par le secours militaire.

Le président Hugin fait remarquer que la longue étude de la question a été faite sur le désir des membres astreints au service militaire ; il ne comprend dès lors pas bien le revirement des Saint-Gallois. Il mentionne aussi que le département fédéral de l'économie publique peut décréter le rattachement prévu, même contre le gré des artistes.

Hunziker, section d'Argovie, propose, dans le cas où la création d'une caisse autonome s'avérerait impossible et le rattachement aux caisses cantonales trop onéreux, de demander le rattachement à la caisse de compensation existante de la Société de pédagogie musicale, éventuellement en y englobant aussi les écrivains suisses.

M. Clottu informe que ces derniers viennent de demander leur rattachement aux caisses cantonales. Hugin ne croit pas que la Société de pédagogie musicale se prêterait à ce rattachement de nos membres, qui risquerait de bouleverser la situation de ses comptes de compensation. Cette proposition, fait encore remarquer Hugin, ne figure pas à l'ordre du jour et ne peut, suivant les statuts, être discutée aujourd'hui. Elle retarderait aussi beaucoup toute l'affaire.

Barth, président de la section de Lucerne, annonce que sa section est en principe favorable au rattachement, mais elle propose que la condition requise pour l'assujettissement des artistes, la participation à une exposition nationale des beaux-arts, soit abandonnée.

Le président fait remarquer qu'il fallait d'une manière ou d'une autre établir quels sont les artistes contribuables, et que le comité central est compétent pour trancher, d'entente avec l'office fédéral, des cas douteux. Au surplus, l'office fédéral n'a fait que reprendre cette condition de nos propres statuts ; elle y est requise pour l'admission d'un membre actif dans notre société.

Roth, Soleure, appuie la proposition de Barth et propose que soient simplement réputés contribuables, « les artistes professionnels ».

Le président fait remarquer que, suivant nos statuts, un vote ne peut intervenir sur ces propositions que si l'urgence est préalablement votée à la majorité des deux tiers des membres présents, au nombre de 53, soit par 36 voix. Au vote, six voix seulement se prononcent pour l'urgence, de sorte que les propositions Barth et Roth ne sont pas mises aux voix.

On passe alors au vote de la proposition du comité central : rattachement des peintres et des sculpteurs de la Société des P. S. A. S. aux caisses cantonales de compensation. Cette proposition est adoptée par 49 voix contre une.

Un télégramme est envoyé à M. le Dr Jagmetti qui a tant fait pour permettre la réalisation de cette institution, si utile à nos collègues astreints au service militaire.

La séance est levée à 17 h. 30.

Le numéro de janvier de l'Art suisse donnera des précisions sur le montant des allocations des caisses de compensation et sur celui des contributions dues.

Grundsätzliches zu unsern Gesellschaftsausstellungen.

Wem das letzte Ziel der Kunst am Herzen liegt und mehr bedeutet als sein persönlicher Tageserfolg, der wird sicher den Ausführungen des Zentralpräsidenten in Nummer 3 der *Schweizer Kunst* nur freudig zustimmen können. Es scheint zwar eine Selbstverständlichkeit, dass eine Jury unabhängig und ohne falsche Rücksichten zu entscheiden habe. Dass in dem erwähnten Artikel aber die Pflichten einer Jury einmal scharf umrissen und allseitig klar festgelegt worden sind, das war gewiss nicht überflüssig. Der Zentralpräsident untersteht der Jury so gut wie jeder andere. Wenn nun der Präsident selber die Jury an ihre Verantwortung erinnert, so bedeutet das sicher mehr, als wenn eine solche Ermahnung von seiten eines Unzufriedenen ergeht.

Dass eine Jury sich mit dem Vorrecht, wonach für jeden Einsender ein Werk ihren Entscheide entzogen, also « juryfrei » sein soll, nicht

befreunden kann, ist sehr verständlich ; denn was könnte sie in der Erfüllung ihrer Aufgabe mehr behindern als dieses. Obwohl dies leicht einzusehen ist, beschäftigt gerade diese Frage unsere Gesellschaft schon seit 36 Jahren, ohne dass es doch der Zentralleitung je gelungen wäre, ein Vorgehen zu finden, das den Ansprüchen der grossen Mehrheit unserer Mitglieder Rechnung trüge und die Minderheit zur willigen Einordnung veranlassen könnte. Denn begreiflicherweise ist immer wieder von den Unzufriedenen oder Zurückgewiesenen das Begehren des erwähnten Vorrechtes gestellt worden. Dass es aber ursprünglich nicht von einem Refüsierten stammt und aus einem rein menschlichen Einsehen hervorgegangen ist, dürfte wohl den Wenigsten bekannt sein. Da es sich hier um eine nicht unbedeutende Episode aus der Geschichte der G. S. M. B. A. handelt, so möge der Bericht davon hier mitgeteilt sein.

Im Sitzungsprotokoll der Sektion Bern vom 9. September 1905 ist wörtlich zu lesen :

« Für die Ausstellung in Basel sind 66 Bilder angemeldet. Raum sind 22 ½ laufende Meter. Die Jury wird deshalb eine grosse Anzahl

Werke zurückweisen müssen. Für diese werden 5 Mitglieder vorgeschlagen. Vor der Wahl macht Herr Hodler den Vorschlag, dass jedem Mitglied das Recht eingeräumt werde, mit einem Bild an der Ausstellung vertreten zu sein, indem ja alle auch den Mitgliederbeitrag bezahlen dürfen. Herr Girardet möchte obiges der Jury empfehlen, ihr aber immerhin die Freiheit lassen ganz minderwertige Arbeiten zurückzuweisen. Herr Amiet macht den III. Antrag: Jedes Mitglied, das sich angemeldet hat, soll nur ein Bild einsenden. Herr Linck macht den IV. Antrag, der Jury vollständige Freiheit zu belassen.

Die Abstimmung ergibt 6 Stimmen für den Antrag Hodler, 5 für den Antrag Girardet und eine Stimme für den Antrag Amiet.

Somit ist der Antrag Hodler, welcher jedem Mitglied ein Bild garantiert, angenommen.»

Und das ist nicht das einzige Mal, dass Ferdinand Hodler sich für die Rechte der Benachteiligten eingesetzt hat. Schon unter dem 9. Nov. 1904 lesen wir den Vermerk (betrifft die Weihnachtsausstellung):

« Herr Hodler schlägt vor, dass das Maximum der Bilder, welches von einem einzelnen Aussteller eingesandt werden dürfe, von 6 auf 4 reduziert werde, damit die Jury weniger Bilder zu refusieren und weniger Enttäuschte zu machen habe. »

Wir erinnern an diese Stellungnahme keineswegs, um sie (unter Ausnutzung eines autoritativen Namens) für uns zum verbindlichen Gesetz zu erheben. Dieser Hinweis mag aber unserer Meinung als Stütze dienen, dass irgendwelche Vorschläge über das Verfahren bei Ausstellungen nicht nur im Hinblick auf ihren praktischen Nutzen oder Schaden zu prüfen seien, sondern auch im Hinblick auf den moralischen Beweggrund. Allerdings kann nur die Erfahrung darüber entscheiden, wie weit einer moralischen Absicht Rechnung getragen werden könne.

Für uns bleiben nun jedenfalls die beiden Verpflichtungen bestehen, dass wir 1. die Interessen der Gesamtheit gerecht und gleichmässig wahrzunehmen haben, und 2. das Ansehen der G. S. M. B. A. im Auge behalten müssen.

Der Versuch bei der Veranstaltung von Ausstellungen beiden Forderungen gleichzeitig gerecht werden zu wollen, hat sich als ein Fehlweg erwiesen. In der Tat sind alle Ausstellungen, die in solcher Absicht organisiert wurden, unbefriedigend herausgekommen. Eine kompromisslose Ausschauung von minderwertigen Arbeiten hat sich nie durchführen lassen, und ebenso wenig hat es sich andererseits bei Festhaltung dieses doppelten Prinzips als möglich erwiesen, die Vielen auf ihre Rechnung kommen zu lassen. Wenn man die Zahl der fast 700 Gesellschaftsmitglieder betrachtet, so erklärt sich dies ja leicht. Eine wirkliche Säuberung könnte nur auf Kosten der Interessen einer grossen Mehrheit zustande kommen.

Um jedem Missverständnis vorzubeugen, sei gleich gesagt, dass wir die Begünstigung des Starken als unser erstes Gebot zu betrachten haben. Es ist doch klar, dass es in der Kunst um eine Höchstleistung geht. Der Weg nach diesem fernen Ziel führt über zahlreiche Stationen und zu jeder einzelnen Station schon über Trümmer und Leichen.

Dies zugegeben, dürfen wir aber die Abhängigkeit des Endziels vom durchlaufenen Weg nicht aus dem Auge verlieren. Es besteht nämlich ein inniger Zusammenhang zwischen der Höchstleistung und dem gesamten Kunstschaffen einer Epoche. Auch das höchste Genie ist nicht aus dem Zusammenhang mit seiner Zeit und Umgebung herauszudenken. Gleich wie der einzelne Künstler nur über viele Anläufe zu einer guten Leistung gelangt, der gegenüber die Vorstufen gleichsam als Abfallprodukte erscheinen, so bietet uns eine Epoche in ihren Meisterwerken gleichsam die Summe aller Einzelleistungen dar. Wenn es somit der Mitwirkung aller Einzelnen bedarf, damit das Höchste ermöglicht werde, so wird es also unsere Aufgabe sein müssen, die Bemühungen der Vielen unter der Künstlerschaft zu würdigen und zu fördern, wenn wir die Förderung der Höchstleistung, der Kunst überhaupt, im Auge haben.

Die Rechte der Gesamtheit werden bei uns gewährleistet durch die Gesamtausstellung. Solange als sie diesen Namen führt, muss sie mindestens eine starke Mehrheit unseres Verbandes berücksichtigen, und bei ihrer Organisation soll auf diesen Grundsatz bedacht genommen werden, sei es nun so, dass die Zahl der einzusendenden Werke beschränkt gehalten werde, oder dass für einen genügend grossen Ausstellungsraum Vorsorge getroffen werde. Es ist bekannt, dass

infolge der grossen Zahl unserer Mitglieder die Raumfrage grosse Nöte verursacht und die Zurückweisung selbst von guten Arbeiten einfach notwendig macht. Righini, der doch einer strengen Jury das Wort redete, wollte indessen kein wertvolles Werk wegen Platzmangels ausgeschaut wissen.

Jeder ernststrebende Künstler hat nicht nur den begreiflichen Wunsch, sondern auch einen Anspruch darauf, sein Werk zu zeigen. Die Wertunterschiede zwischen den einzelnen Kunstwerken sind ja naturgemäss sehr gross und mannigfaltig bestimmt. Und die Qualität lässt sich bekanntlich nicht mit dem Millimeter feststellen. Ein Juryurteil bleibt im besten Fall etwas Approximatives. Wenn es ein Wert von mathematischer Bestimmtheit wäre, so brauchte ja nicht abgestimmt zu werden; die Jury müsste dann zu einstimmiger Begutachtung gelangen. Ein Fehlurteil ist möglich. Das redet an sich einer gewissen Liberalität das Wort, um so mehr als der Schaden, den der Abgewiesene erleidet, ein ernstzunehmender ist. Derselbe erleidet nicht nur den Schaden, sich von allen Vorteilen der Ausstellung ausgeschlossen zu sehen, sondern auch den einer gewissen Entwertung seines Werkes. Er wird sich unter diesen Umständen niemals mit dem allgemeinen Hinweis auf die Unzulänglichkeit alles menschlichen Tuns abspeisen lassen. Wenn er aber zu der Ueberzeugung gelangte, dass das Menschenmögliche getan worden sei, um jeden zu seinem Recht kommen zu lassen, dann würde er sich leichter in die Lage schicken. Unter dieser Bedingung könnte auch ein Juryurteil für ihn noch zum Gewinn werden.

Mit alledem wollen wir sagen, dass wir gut tun, an dem Sinn und Charakter unserer Gesamtausstellungen, so wie wir ihn bisher verstanden haben, weiterhin festzuhalten und uns nicht durch Prestigerücksichten von einem gesunden Grundsatz abdrängen zu lassen.

Damit soll die Berechtigung, ja die Notwendigkeit gelegentlicher rein repräsentativer Ausstellungen nicht bestritten werden. Von Zeit zu Zeit sollte eine Auslese aus dem Gesamtschaffen dargeboten werden. Dabei müsste aber rein grundsätzlich und kompromisslos vorgegangen werden; die Uebersichtlichkeit dürfte keineswegs durch



E. CHAMBON, Genève.

Autoportrait (le colonial).

Häufung des Ausstellungsgutes beeinträchtigt werden. Unbehindert durch Rücksichten auf grosse Mitgliederzahl oder Kargheit des Raumes, würde eine Jury wirklich in Stand gesetzt sein, eine zweckentsprechende Auswahl zu treffen. So wäre denn auch eine solche Ausstellung ein echter Prüfstein für eine Jury, die sich für alle Zeit haftbar wissen müsste für die getroffene Auswahl.

An einer solchen repräsentativen Schaustellung nicht mitvertreten zu sein, brauchte von keinem einzelnen Künstler dann als Disqualifizierung empfunden zu werden.

Die Eindeutigkeit des Ausstellungszweckes müsste die Lösung dieser Aufgabe sehr unterstützen, und wenn auch die Entscheide der Jury nicht den Beifall aller finden könnten, so gewänne ihre Absicht doch einen höheren Sinn. So wie der einzelne Künstler nach seinen besten Schöpfungen eingeschätzt wird, so würden diese Ausstellungen zum Massstab für die Gesamtleistung und damit weitgehend bestimmend werden für das Ansehen der G. S. M. B. A. Dass das hiermit gewonnene Ansehen durch die Gesamtausstellungen wieder in Frage gestellt werden möchte, ist nach unserem Dafürhalten deswegen nicht zu befürchten, weil das Prinzip der Auslese ja auch bei diesen nicht ausgeschaltet sein soll. Wichtiger aber als die Wahrung des Prestiges ist die Erfüllung unserer Mission: Förderung der Kunst durch Förderung des Künstlers.

Hermann HODLER.



E. KEMPTER, Muzzano.

Aus dem 27. Geschäftsbericht der Unterstützungskasse für schweizerische bildende Künstler für das Jahr 1940.

Noch nie seit Bestehen unserer Unterstützungskasse ist eine so grosse Summe für Unterstützungen und Krankengelder ausbezahlt worden wie im Berichtsjahre; sie beträgt Fr. 25,962.— (Vorjahr Fr. 16,038.—).

Die *Unterstützungen* beliefen sich auf Fr. 22,130.— (im Vorjahr Fr. 13,254.—), sie haben somit gegenüber dem Vorjahr um Fr. 8876.— zugenommen. Sie wurden in 60 Fällen (Vorjahr 40 Fälle) ausgerichtet an Künstler, wohnhaft in 13 Kantonen: Appenzell, Basel, Bern, Freiburg, Genf, Luzern, Neuenburg, Schaffhausen, St. Gallen, Tessin, Uri, Waadt und Zürich.

Die *Krankengelder* betragen Fr. 3832.— (im Vorjahr Fr. 2784.—), Zunahme Fr. 1048.—. Sie verteilen sich auf 14 Fälle (Vorjahr 12 Fälle) in folgenden fünf Kantonen: Basel, Bern, Genf, Tessin und Zürich.

Die *Rechnung* schliesst mit einem Ueberschuss von Fr. 6367.95 (Vorjahr Fr. 6326.20).

Das *Vermögen* der Kasse beträgt, einschliesslich der uns zur Verwaltung anvertrauten Gelder, Fr. 298,115.72 (im Vorjahr Fr. 279,627.77). Das Vermögen besteht in der Hauptsache aus kursführenden *Effekten* im Nominalbetrag von Fr. 310,000.—. Auf Ende des Rechnungsjahres stellt sich der Kurswert dieser Obligationen auf Fr. 308,662.50; er ist um Fr. 31,564.45 höher als der Bilanzwert von Fr. 277,098.05.

Die Kapitalanlagen brachten im Rechnungsjahr einen *Ertrag* von Fr. 10,226.56, im Vorjahr Fr. 10,279.01.

Mit Rücksicht auf die Zeitlage hatte die *Gesellschaft schweizerischer Maler, Bildhauer und Architekten* die Güte, uns einen Betrag von Fr. 5000.— zur Verfügung zu stellen für die Unterstützung ihrer in Not geratenen Mitglieder. Daraus wurden im Berichtsjahr in sechs Fällen ausbezahlt Fr. 1150.—. Der Rest von Fr. 3850.— wird auf neue Rechnung vorgetragen.

Der *Ulrico Hoepli-Stiftung* verdankt unsere Kasse eine einmalige Subvention im Betrage von Fr. 10,000.—.

Der Unterstützungskasse sind *Geschenke* zugegangen von:

Künstlerwerkstätten an der LA	Fr. 279,65
E. A. Herrmann, Zürich	» 87.—
Arch. Freytag, Zürich	» 125.—
einem ungenannt sein wollenden Gönner	» 2000.—
einer ungenannt sein wollenden Gönnerin	» 500.—
AG. für Erstellung von Arbeiterwohnungen	» 350.—
E. B. B.	» 2.40
M. A. Malche, Genf (Vergabung eines Sammlungs- überschusses zugunsten des Herrn Baud-Bovy, Genf)	» 306.65
Touring-Club, Genf	» 20.—
« Unfall Winterthur »	» 1000.—
Dr. Fehlmann, Winterthur	» 100.—
einem Maler	» 500.—
Schweizerische Bankgesellschaft, Zürich	» 100.—
Henri Boissonnas, Zürich	» 20.—
W. H., Zürich	» 50.—
Total...	Fr. 5440.70

Zur Erfüllung der statutarischen Pflichten ist die Kasse in entscheidendem Masse auf die Geschenke und Zuwendungen angewiesen. Seit ihrer Gründung vor 27 Jahren hat die Kasse den grössten Teil, nämlich 61,80 %, der während dieser Zeit ausgerichteten Unterstützungen und Krankengelder im Betrage von Fr. 337,063.70 aus den Geschenken bestritten, deren Summe sich auf Fr. 208,306.11 beläuft.

Den Geschenkgebern danken wir aufs herzlichste und versichern sie, dass wir Zuwendungen sorgfältig verwalten und ausschliesslich ihrem Zweck entsprechend für notleidende Künstler verwenden.

Die beiden Banken, bei denen ein Teil unserer flüssigen Mittel liegt und bei denen die Wertschriften hinterlegt sind, haben mit Rücksicht auf den Zweck unserer Unterstützungskasse in freundlicher Weise von der Erhebung einer Depotgebühr Umgang genommen. Wir danken für diese Hilfe angelegentlich; ferner danken wir auch der Grütli-Buchdruckerei für die kostenlose Lieferung von Bewerbungsformularen und Quittungsblocks.

Unsere Kasse nimmt auch die kleinsten Gaben dankbar entgegen und wird für deren richtige Anwendung besorgt sein. Wir möchten sie auch fernerhin dem Wohlwollen und der Fürsorge ihrer Mitglieder und allen Freunden der Kunst empfehlen.

Verzeichnis der Vorstandsmitglieder:

Dr. H. König, Präsident, Alpenquai 40, Zürich,
W. Fries, Vizepräsident, Klosbachstrasse 150, Zürich,
G. E. Schwarz, Quästor, Alpenquai 40, Zürich,
E. Lüthy, Aktuar, Splügenstrasse 9, Zürich,
W. Röthlisberger, Beisitzer, Thielle.

Einzahlungen sind an das Postcheckkonto Zürich VIII 4597 der Unterstützungskasse zu leisten.

**Die PRÄSIDENTEN - KONFERENZ 1942 findet
Samstag den 31. Januar 1942 in BERN statt.**

**La CONFÉRENCE des PRÉSIDENTS 1942 aura
lieu le 31 janvier 1942 à BERNE.**